



Décision individuelle  
N° 2020-270

**Pétitionnaire** : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN)  
**Adresse** : site de Cadarache, BP3 – 13115 Saint Paul lez Durance cedex 3  
**Nature de la demande** : atteinte, détention, transport (flore, faune, minéraux)  
**Intitulé du projet** : recherches sur le radiocésium provenant des retombées de Tchernobyl  
**Localisation** : Lac de Cerise, lacs Besson, lac du Mercantour (commune de St-Martin-Vésubie, 06)

**La directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 04 septembre 2020 par Monsieur POURCELOT Laurent, de l'IRSN Cadarache ainsi que les compléments transmis le 16 septembre 2020,

**Considérant** que la demande porte sur des prélèvements scientifiques de sédiments dans le cadre d'une activité de recherche sur le radiocésium issus des retombées de Tchernobyl,

**Considérant** à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

**Considérant** en outre que ces prélèvements sont prévus sur les berges des lacs sans que l'utilisation d'un véhicule nautique ne soit requise,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), représenté par Monsieur POURCELOT Laurent, ingénieur-chercheur et responsable de la mission, est autorisé à réaliser des prélèvements de sédiments sur les sites suivants :

- Lac de Cerise
- Lacs Bessons
- Lac du Mercantour  
(commune de Saint-Martin-Vésubie, 06).

Ces prélèvements sont effectués dans le cadre d'une recherche sur le radiocésium issus des retombées de Tchernobyl.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Identité des personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire*

2.1. Les personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire et autorisées par la présente à réaliser les prélèvements sont les suivantes :

- Monsieur POURCELOT Laurent, ingénieur IRSN ;
- Madame MAGRE Anaëlle, doctorante IRSN ;
- Monsieur SALAUN Gilles, technicien IRSN.

- *Prescriptions relatives aux matériaux prélevés et modes de prélèvements*

2.2. Les matériels autorisés aux prélèvements sont les suivants :

- toute matière sédimentaire lacustre ;
- toutes espèces de macrophytes, phytobenthos et phytoplancton éventuellement présentes dans les prélèvements sédimentaires ;

2.3. Les matériels ou les techniques autorisés pour le prélèvement des échantillons sont les suivants :

- petite pelle de rempotage manuel.

2.4. La quantité de matériaux prélevée ne devra pas excéder 1 kg par site (lac) de prélèvement.

- *Prescription relative à l'information du public*

2.5. Le cas échéant, à toute personne l'interrogeant en ce sens, le bénéficiaire devra expliquer succinctement les objectifs et le cadre de la mission scientifique, tout en précisant les autorisations reçues pour ce faire.

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour les dates du 07 et 08 octobre 2020.

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des activités concernées.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 29 septembre 2020

La Directrice  
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU



Copies pour information :

- service territorial « Vésubie »
- service Connaissance et Gestion des Patrimoines

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.